

La France

Chronologie

1892 : Tarif Méline, protectionnisme pour défendre agriculture française

1898 : Création de l'Action Française par Charles Mauras (mouvement catho, monarchiste, nationaliste)

1900 : exposition universelle → 50 millions de visiteurs ; la France fascine.

1914 : Assassinat de Jean Jaurès par Raoul Villain ; 1 million étrangers en France ; 55% pop rurale

1915 : Construction usines modernes Citroën quai de Javel

1919 : Rapport Clémentel, thème du retard français ; France perdu 60% de ses avoirs à l'étranger ; Franc a perdu 4/5ème de sa valeur de 1913

1920 : Congrès de Tours, séparation SFIO / PC

1919-1924 : Droite au pouvoir (Poincaré, Reynaud)

1919-1920 : Grèves, mécontentement ouvrier face au taylorisme

1921-1926 : Guerre du Rif au Maroc, contestation de l'autorité coloniale (Abdelkrim)

1921-1929 : Production industrielle double

1923 : Décision du gouvernement Poincaré d'occuper la Rhur → spéculations sur le Franc

1926 : Franc s'effondre, Poincaré rappelé à la tête de l'Etat → 1926-1932 : Droite au pouvoir

1928 : Dévaluation du Franc de 80% par Poincaré après victoire aux législatives

1929 : Crise mondiale suite au krach de Wall Street

1931 : Pop urbaine dépasse légèrement pop rurale ; la crise touche – enfin ? – la France

1932 : Loi sur les allocations familiales ; loi sur les assurances sociales

1934 : Citroën fait faillite, rachat par Michelin ; 6 février : nuit d'émeutes, liges marchent vers chambre des députés → la gauche dénonce un péril fasciste indépendance et transparence de la presse

1944-1945 : 1ère vague de nationalisations

1945 : Production industrielle a chuté de 50% depuis 1939 → occupation allemande

1945-1946 : 2ème vague nationalisations, plus importante, « étatiste » (100% de l'entreprise : banques (BDF) et énergie (EDF-GDF)

1946 : Création commissariat au Plan ; Première autoroute (vers Normandie) ; Accords Blum-Byrnes

1947 : Renault lance sa 4 CV ; Rationnement s'aggrave (agriculture négligée par le Plan)

1947-1952 : Premier Plan (« de modernisation et d'équipement ») → mise en place des missions de prod par Monnet

1952 : Production industrielle dépasse de 12% celle de 1929 ; gouvernement Pinay

Années 1960 : PAC ; secteur tertiaire dépasse le secondaire

1953 : Mouvement Poujadiste

1957 : CEE

1958 : Plan Pinay-Rueff assainit situation financière et monétaire, dévaluation = succès, compétitivité

1963 : Refus de UK dans la CEE ; Grande grève des mineurs

1967 : Rapport Ortolini sur le défi informatique ; Refus de UK dans la CEE ; Rapport Nora critique le mode de gestion des entreprises publiques (manque de rentabilité, compétitivité)

1974-1982 : Crise de stagflation

1975 : 73% d'urbanisation

1981-1983 : Mitterrand mène politique de relance keynésienne → Lois Auroux droit expression des salariés, crée comités hygiène de sécurité et conditions de travail, trois dévaluations successives

1983-1993 : Gauchon parle d'un « adieu au modèle »

1984 : Fabius premier ministre, tournant de la gauche, libéralisation

1986 : Mitterrand perd législatives, cohabitation avec Chirac (RPR) → privatisations, contournement loi 39h

1988 : Mitterrand l'emporte contre Chirac (campagne « ni nationalisation ni privatisation ») ; Création du RMI

1995 : Élection de Chirac sur thème de la fracture sociale

2001 : Fermeture usine Lu à Ris-Orangis cf Jospin « L'Etat ne peut pas, ou ne peut plus tout »

2005 : Rapport de Boissieu, Montagnier, Lorenzini : délocalisation et désindustrialisation → 3 types de causes : Externalisation des tâches industrielles, Gains de productivité, La « mondialisation »

2007 : Élection de Sarkozy, 3ème récession (après 1974 et 1993)

2012 : Rapport Gallois



La France

Concept clés

- Désindustrialisation (cf industrie, atout (?) et défi) - Provincialisme et terroir (atout ou défi ?)
- Aménagement du territoire (cf infra, atout et enjeu) - « France du petit » (danger ou atout ?)
- Déclin (cf infra, imminent ou seulement perception) - Dévaluation compétitive (plus possible avec €)
- Modernisation (cf infra, nécessaire mais dangereuses)
- Ruralisme (identitaire mais périlleux)

Actualités

Rébellion des « bonnets rouges » menés par Christian Troadec sur le thème du nationalisme Breton et de l'emploi. Soulèvement contre l'écotaxe. Hollande hué pour la commémoration du 11 nov.

→ Sauvetage de Peugeot par Dongfeng.

→ ...

Références

JF. Gravier : Paris et le désert français (1947)

Dénonciation de la macrocéphalie parisienne et propositions concrètes pour pallier cette hypertrophie. Explications données dans la volonté des rois de tout concentrer à Versailles, de la Révolution qui craint la noblesse de province, volonté napoléonienne d'une capitale brillante. Dès lors s'opposent le dynamisme de la Révolution Industrielle à Paris avec le malthusianisme de la province.

Remèdes : véritable aménagement du territoire français de la part de l'État, implantation d'industries décentralisées reliées à Paris par des axes de transports efficaces # projet des conseils régionaux, Grand Paris

P. Artus : La France sans ses usines. Constat d'une désindustrialisation française. Longtemps, les hommes politiques ont voulu nous faire croire que l'idéal économique de la France était d'abandonner son industrie aux pays émergents pour se spécialiser dans les services et les nouvelles technologies. Le résultat de ses erreurs politiques est la désertification du plateau industriel français à l'origine du déclin de l'économie du pays. Mais l'ouvrage de P. Artus ne se réduit pas à un simple constat de la situation, c'est aussi un formidable plaidoyer pour la réindustrialisation française, au nom de l'emploi et de l'avenir des générations à venir

Henri Mendras, La fin des paysans (1967). Le monde agricole ne disparaît pas seulement parce que le nombre de paysans chute ; il disparaît qualitativement : les caractéristiques de la culture paysanne (forte autoconsommation, relatif isolement social, culture propre) se sont effacées derrière les habitudes urbaines, que même les paysans ont adoptées.

Jean-François Revel, L'obsession anti-américaine (2002) Académie française. La France veut être unique et ne suivre aucun modèle. Du temps de la Guerre Froide, elle refusait communisme et libéralisme. Aujourd'hui, bien que le contexte soit différent et qu'un seul modèle semble être valable d'autant qu'il est très puissant (modèle de société, force prépondérante dans les relations internationales), la France est aujourd'hui plus que réticente aux États-Unis.



La France

Romain Gubert et Emmanuel Saint-Martin, L'arrogance française Nicolas Baverez, La France qui tombe (2003) Pour Baverez, elle est toujours tombée, la France. Elle ne fait que ça. A la fin du 19ème siècle, elle passe « à côté de la deuxième révolution industrielle », puis elle « s'enlise » dans « la grande crise des années 1880 ». Dans les années 30, « la France n'est jamais parvenue à sortir de la crise à laquelle elle s'est longtemps plus à prétendre échapper ». Puis, elle ne surmontera pas « les crises des années 70 ». En gros, on a tout raté. C'est déprimant.

[La France dans la nouvelle économie mondiale, Jean François Eck :](#)

Héritage immédiat après 1945 catastrophique, les blocages du passé sont envenimés par la misère. Les possibilités de renouveau sont à l'étude. Il n'y a pas de « retard français » comme le dit Rostow mais une spécificité de son économie. Division en 3 périodes : économie fermée (1945 – 1958), économie ouverte (1958 – 1973), économie en crise (1973 – aujourd'hui). Structures de l'économie : État, entreprises, forces organisées. Mutations de société : démographie, activités, conditions de vie (entre uniformisation et disparités). Les relations de la France avec l'UE sont à concevoir comme une dimension privilégiée

[Le modèle français depuis 1945](#) : Pascal Gauchon (2002) Les 3 définitions du modèle : explication, exception, exemple. Indépendance flamboyante des années gaulliennes relève d'un passé mythique lors de sa rédaction. Comment peut-on parler de modèle français à l'heure où le libéralisme mou se délite sur les fondements de la Reconstruction ? Pascal Gauchon ne croit pas que le modèle français soit hors du temps et donc hors d'usage. Il voit dans les défaites de l'ultralibéralisme un retour du capitalisme à dimension humaine que semble prôner la France. La peur du déclin est la meilleure chance pour refonder le modèle.

[Géopolitique de la France, plaidoyer pour la puissance](#) : Pascal Gauchon (2013).

Robert Reich : on assiste au passage d'un « État stratège » dans les 1950s-1960s à un « État brancardier » dans les années 1970s-1980s et enfin à un « État séducteur » aujourd'hui.

Jacques Marseille : La colonisation fut-elle une bonne affaire pour la métropole ? (1984)

Lénine postulait que l'impérialisme était le stade suprême du capitalisme. La colonisation fut-elle, au plan économique, une bonne affaire pour la métropole ? L'historien se pose la question.

Jacques Marseille dans Le Point : « Douze raisons d'espérer ». Atouts français.

1. Richesse démographique 7. Puissance de la culture française
2. Quasi indépendance énergétique 8. Un capitalisme à deux têtes → leaders + fam (plutôt une faibleS)
3. Position centrale en Europe 9. Forte épargne française
4. Réseau de transport moderne 10. Puissance du luxe → rayonnement

La France

La France de la Belle Époque un pays en retard ?

Une « Belle-Époque » rétrospective, encore rêvée aujourd'hui.

I. Le poids des héritages

- **Stagnation démographique** : la France reste près de 50 ans à 40 millions d'habitants. Immigration mais exclusivement européenne. D'où la faible dynamique du marché intérieur et problème du nombre pour l'armée.
- **Une société pré-industrielle** : « La République sera un monde de paysans ou elle ne sera pas. » J. Ferry. Faiblesse du salariat qui ne concerne que 46% des travailleurs. Société très inégalitaire, il faut attendre Caillaud (1914) pour voir arriver l'impôt sur le revenu.
- **Archéo-capitalisme** : travail à domicile concerne 25% de la population active. Dominent les entreprises familiales.

II. Mais des témoins de la modernisation

- **Un cadre protecteur avec le tarif Méline 1892** ; recherche scientifique honorable avec par exemple les Curie. Essor des marchés urbains et donc de la consommation intérieure.
 - **1905-1913** : 5% de croissance, 2ème en terme d'IDE, dont 75% sont des prêts aux États notamment à la Russie.
- Bilan : une France semi-industrialisée, en déclin relatif.

III. Et surtout les premiers pas d'un modèle français

- **Triomphe du régime républicain** : surmonte l'affaire Dreyfus en 1894 et les luttes anticléricales. Cependant des difficultés demeurent la question sociale → grandes grèves de la CGT en 1906.
- **Grande puissance internationale** : 2ème empire ; puissance diplomatique avec l'Entente cordiale 1907, la petite Entente, français langue diplomatique et des élites ; avant-garde esthétique (Cubisme, Fauvisme..).
- **Guerre confirme dynamique éco mais accentue le pb démographique et affaiblit le franc.**

La France

La France dans les années 1920

Années de contraste entre dynamisme des « années folles » et fragilités structurelles qui font de la France un des pays les plus touchés par crise 30s.

I. Une économie et une société française profondément marquées par l'expérience de la guerre

- **Un pays affaibli par la guerre** : démographiquement d'où un large recours à l'immigration pour la reconstruction ; économiquement : Alfred Sauvy estime dans Histoire économique de la France entre les deux guerres à 55 milliards de francs le coût de la reconstruction, soit près de 16 mois du revenu national de 1913 ; socialement : paysans représentent 50% des pertes et petite bourgeoisie très touchée par l'inflation.
- **Un pays dont la capacité de production et de relance est amoindri** : la France est un pays vainqueur (AlsaceLorraine + protectorats Allemands) mais elle perd sa puissance financière et son autorité sur les colonies dans WW1. De plus, faible renouvellement des élites politiques et économiques
- **Mais la guerre a permis une certaine modernisation et une amélioration des performances économiques française** : elle voit la diffusion du taylorisme (cf Usines Citroën du quai de Javel ouverte en 1915) ; la construction d'équipements (barrages) et profite des retombées éco de la victoire (AlsaceLorraine, brevets allemands, charbon de la Sarre, avoirs de la Deutsche Bank dans le pétrole irakien).

II. Sur la lancée de la BE et de la guerre, les années 1920 sont ainsi des années de croissance et de modernisation

- **Les années 1920 sont une « Belle époque » industrielle** : dans l'énergie (cf supra + charbon roi) et dans l'industrie puisque les années 20 sont un apogée de la sidérurgie et des années d'essor de l'aluminium (Péchiney). On modernise le transport et les communications (cf Plan tardieu pour la téléphonie).
- **Une croissance portée par la modernisation de l'économie française** : le rôle de l'État est diminué par le Bloc National (1919-1924), le secteur privé guide la modernisation ; concentration industrielle intense ; essor du crédit. Donc modernisation des méthodes de production → André Citroën et ses usines de Javel, son réseau de concessionnaire exclusif, Sovac, pub (croisières jaunes/noires). Mais échec, racheté par Michelin. Lancement d'un modèle trop innovant en 1930. Rôle d'Ernest Mercier
- **Des années de changement politique et sociaux** : la France est gouvernée à droite alors que depuis 1870 elle était gouvernée à gauche (Bloc National, Briand et Poincaré) ; changement sociaux → plus urbaine, population qui s'enrichit et des mesures sociales (lois sur les assurances sociales, lois sur allocations familiales).

La France

La France dans les années 1920

III. Mais de nombreuses ombres et limites

- **Des pans entiers de l'économie sont à l'écart** : agriculture et secteurs traditionnels (textile, BTP). Cela, du fait de la structure atomistique du capitalisme français (réticence à modernisation, à la production de masse ; conservatisme)
- **De graves problèmes monétaires** : séquelles de la guerre (inflation et déséquilibre offre/demande). Des politiques laxistes, cependant car on compte sur les versements allemands (erreur). Spéculations contre le Franc qui s'effondre en 1926 d'où le rappel de Poincaré et sa dévaluation historique de 80% en 1928. Stabilisation tardive mais prospérité retrouvée. Ernest Mercier, exemple du renouveau des élites : patron modernisateur (X Supélec). Le gouvern Poincaré fait appel à lui pour créer la CFP. Rôle dans l'hydroélectricité. Tenant d'une droite antiallemande radicale. Résistance.
- **Des années bercées d'illusions** : sociales (fossé ruraux/urbains, ouvriers/bourgeois oublié) ; politiques (on croit le régime républicain conforté alors que la IIIème rep est une catastrophe ; à propos de la puissance (récup des provinces perdu en 1911 mais faible stock d'or, chute des investissements, puissance colo contestée et la Franc est obligée d'accepter les Plans Dawes (1924) et Young (1928) ; et économiques (on croit échapper à 1929...))

La France

La France dans la crise des années 1930

I. Une crise « tardive mais pernicieuse »

- **Une crise tardive** : la France semble épargnée par la crise (Président du conseil André Tardieu parle d'une « île heureuse » d'où politiques de prospérité). La France est protégée par le franc Poincaré (dévaluation massive et donc compétitive), par l'archaïsme des structures. Mais en septembre 1931 la dévaluation de la £ et du provoquent la chute des exportations et période de marasme sans reprise entre 1933 et 1935. Archaïsmes qui avaient protégés la France jouent contre elle. #Francedupetit
- **La crise est sélective** : d'abord agricole (France très agricole) ; puis – et surtout – crise indu sévère qui touche plus les secteurs traditionnels que les modernes. Pour Bernstein : crise française ≠ crise internatio, c'est une crise cyclique qui élimine les « canards boiteux » → Faillites (Citroën). Déficit de la balance des paiements car cherté des prod français.
- **Une crise sociale** : chômage tardif (classes creuses, départs d'étrangers) mais qui s'ancre dans la société française et devient structurel ; répercussions sélectives, encore → agri, ouvriers et moyenne bourgeoisie. Mais aussi une crise politique : la IIIème Rep est atteinte et avec elle le parti Radical. Scandales politico financiers (cf affaire Stavisky et nuit du 6 février 1934).

II. Des politiques de lutte anticrise inefficaces

- **Des politiques déflationnistes inadaptée** : politique orthodoxie financière et français refusent dévaluation après celle de Poincaré (1928) et refusent abandon du bloc or. D'où des politiques inefficace car contradictoires qui mène à la victoire le Front Populaire aux législatives de 1936.
- **Avec le Front Populaire**, une politique originale de relance par la demande qui amène des avancées sociales (congés payés, semaine de 40 heures, conventions collectives étendues) et une plus forte intervention de l'État (Matignon juin 1936 par exemple).
- **Les difficultés du Front Populaire** : économiques dès l'été 1936 (spéculations contre le Franc, fuite des capitaux et reprise de l'inflation) dues à politique du FP (nationalisations idéologiques ; lois des 40h qui cassent la production et détérioration du climat social dans les entreprises. D'où fin du FP en 1927 où Léon Blum déclare une « pause » des réformes sociales/économiques et demande les plein pouvoirs financiers → refus du Sénat → démission.

III. La France en 1939

- **La fin des années 1930 est l'heure de la liquidation du Front Populaire** : Edouard Daladier qui succède à Léon Blum en 1938 fait appel à des modérés du centrePdroit qui reviendront sur les mesures du FP. Après les accords de Munich, la priorité est de « remettre la France au travail ». Au total, seule la guerre permettra la sortie de crise.
- Une France affaiblie qui **n'est pas prête à supporter le choc d'une nouvelle guerre** : économiquement (appareil de prod vieillissant, réticence du patronat) ; politiquement (ultraPdivisée et pacifiste) ; socialement (clivages de classes grave)
 - **La France entre ainsi dans la guerre à reculons** : Daladier fait le choix de 1939 à mai 1940 de l'attentisme. La France connaît une défaite retentissante après 3 semaines de combats (maiPjuin 40) due à des erreurs de stratégies. 17 juin 1940 → Pétain réclame l'armistice.

La France

La France de 1944 à 1974 : la reconstruction et les Trente Glorieuses

I. De 1944 à 1952 : mise en place du modèle français dirigiste au service de la reconstruction et de la modernisation éco et sociale

- **À la libération, la France fait le choix d'une prise en charge par l'État de sa reconstruction éco** : la France est ruinée par la guerre et aspire à de profonds changements politiques (renouvellement des élites, restauration de l'État) et sociaux (scté plus égalitaire). D'où de grandes réformes à la libération : nationalisations, État Patron ; des banques et séparation des activités bancaires, État financier ; planification (Jean Monnet) ; sécu et comités d'entr État Pinfirmier.
- **La reconstruction est rapide et permet le redémarrage de l'économie française** : les objectifs du 1er plan (1947P52) sont remplis (croissance à 4,5% et progression de 7% pour la production industrielle ; modernisation des secteurs de base en marche (énergie et transports). Cependant des résultats obtenus au prix de déséquilibres (conso de masse loin d'être lancée, agriculture et bâtiment négligés et déséquilibres financiers).
- **Dès la fin des années 1940 la croissance économique repose sur de nouvelles bases par rapport à l'avant-guerre** : repose sur l'effort financier de l'État et l'aide américaine (BlumPByrnes, Plan Marshall) ; sur l'effort de la population française et aux emprunts au modèle américain → missions de productivités, management en staff n line, conso de masse.

II. La France des Trente Glorieuses voit une modernisation économique et sociale sans précédent

- **Une croissance économique exceptionnelle** : des taux de croissance parmi les plus élevés des pays développés (4,5%/an dans les 1950s puis 6% par an dans les 1960s et 7% par an dans les 1970s). L'industrie est le véritable moteur de la croissance (cf poly industrie en France). L'agriculture effectue sa « révolution silencieuse » (cf poly agriculture). L'économie se tertiaires.

La France

La France de 1944 à 1974 : la reconstruction et les Trente Glorieuses

- **Croissance sur des bases ≠ de celles de la reconstruction** : l'intervention de l'État est moins directe, il a un rôle essentiel d'orientation et de stimulation → modernisation des infrastructures, encouragement à la concentration, réforme le système financier (cf loi Debré Haberer de 1966 supprime la séparation des activités bancaires), stimule R&D et promeut éducation, aménage le territoire. De plus, est fait le choix de l'ouverture (cf ci-dessus). Ralliement générale à la logique de production de masse.
- **À partir des années 1950s la société française change e visage et entre dans la modernité** : important renouveau démographique grâce à la baisse de la mortalité et la reprise de la natalité + l'immigration → + 12 millions d'habitants pendant 30G. Urbanisation massive et entrée dans l'air de la consommation → société avide de consommer.

III. Mais il existe des limites à ces Trente Glorieuses

- **Tout d'abord des déséquilibres économiques** : l'inflation n'est pas une spécificité française mais la France connaît l'inflation al plus forte de l'OCDE pour des raisons conjoncturelles (guerre colo) et structurelles (importance du secteur public hors concurrence, planification sans contraintes budgétaires, protectionnisme et indexation des salaires). Or réaction en chaine : inflation devient néfaste → coûts importants → chute de la compétitivité → aggravation des déficits. D'où dépréciations qui stabilise périodiquement (Plan Pinay Rueff en 1952 par ex) mais échouent.
- **Une société inégalitaire et sous tension** : des laissés pour comptes → OS (décuplement de la puissance des syndicats) et retraités ; sous tensions car Poujadisme et Cartiérisme. Cf Mai 1968 → crise étudiante, puis sociale, puis politique.
- **La France en 1973 est entre atouts et faiblesse** :
 - o **Dynamique**, la France a su maintenir son rang de grande puissance et surmonter le déclin international lié à la perte de son empire → maintien d'un « pré carré » français et construction européenne.
 - o **Mais des faiblesses** : forte dépendance extérieure (énergétique, financière, commerciale) manque de compétitivité au niveau international, limites d'une forte intervention de l'État.

La France

Les politiques économiques et sociales de la France depuis 1973

Les politiques menées depuis 1973 se font au nom de la sauvegarde du modèle français. Pourtant, ce modèle n'est-il pas condamné par les contraintes extérieures ? N'est-ce pas vain de vouloir sauver ce modèle de l'après-guerre ?

I. De 1973 à 1993, vingt années d'hésitations politiques

Pendant les TG, les pol menées étaient des politiques de stop and go pour maintenir le carré magique de la croissance.

A. Une crise profonde et multiforme

- **Crise de stagflation** : taux de croissance annuel du PIB deux fois inférieur à celui des années 60. Inflation de 12%/an entre 1967-1973 du fait de l'indexation des salaires sur les prix et de la crise du **Franc en difficulté** : perd la moitié de sa valeur par rapport au € et au Mark. Trois dévaluations successives (1981/1982/1983).
- **Crise de l'État providence** : cf travaux de Pierre Rosanvallon qui pointent une société française qui vieillit (baby krach + papy-boom). « Trou de la sécurité sociale ». Apparition de phénomènes d'exclusion. Crise alors qu'il y a un retour du chômage de masse (2 millions en 1982).

B. Des choix difficiles au cœur de la crise, de 1974 à 1983

- **Valéry Giscard d'Estaing** avait pour projet de traduire en politique les aspirations de la jeunesse et de moderniser la politique : majorité à 18 ans, loi sur l'avortement, loi sur le divorce, fin de la mainmise de l'État sur l'audiovisuel avec la disparition de l'ORTF. VGE se préoccupe peu de l'économie.
- **1974**, face à l'inflation qui explose, Chirac (1er ministre) tente un redressement (stop). Échec → en 1976, Raymond Barre devient premier ministre et donne priorité à la lutte contre l'inflation. Échec encore à cause du 2nd choc pétrolier.
- **1981, victoire de Mitterrand face à Giscard**. Avec lui « 101 propositions » en rupture avec le règne du capitalisme. De mai 1981 à Mai 1983, il pratique une politique de relance keynésienne (crée emplois publics = 1/4 des actifs, nationalisation cf Usinor-Sacilor et Dassault-Matra, loi sur les 39 heures, 5 semaines de congés payés, retraite passe de 65 à 60 ans).
- o **Loi Auroux** → comités d'entreprise, comités d'hygiène et de santé des conditions de travail.

C. La conversion à la rigueur et au néo-libéralisme, de 1983 à 1993

- **Les politiques de Mauroy (82883) ont aggravé la situation** → déficit budgétaire se creuse, flambée de l'inflation, trois dévaluations successives tentées ; la France ne veut pas quitter le SME et ses difficiles règles d'or.
- **Mars 1983** : désindexation totale des salaires sur les prix. Tournant de la rigueur avec J. Delors. Politique de désinflation compétitive. En juillet 1984 : Laurent Fabius devient premier ministre.
- **1986 : Mitterrand perd les législatives** : 1ère cohabitation avec le Chi (influencé par Reaganisme et thatchérisme) → privatisations (Saint Gobin, TF1), mais interrompues par le krach de 1987. Déréglementation des prix, suppression de l'impôt sur la fortune, loi sur les 39 heures contournées (heures sup). Avec le Chi est entamé un tournant néo lib.

La France

Les politiques économiques et sociales de la France depuis 1973

1988 : 2ème mandat contre Chirac. On ne laisse pas le modèle social comme ça → 1993 : cohabitation avec Balladur. Politique de traitement social du chômage → continuité de droite ou de gauche. Mise en place du RMI (revenu minimum d'insertion). CSG crée en 1990.

II. De 1993 à 2007, une convergence des politiques sous l'influence de l'Europe et de la mondialisation

A. La poursuite des privatisations

- **Ouverture des monopoles publics à la concurrence** imposée par Bruxelles.
- **Politiques de privatisation continues sous les différents gouvernements**, droite et gauche.
 - 1993 (Bérégovoy) : Total
 - 1994 : changement de statut de la banque de France.
 - Sous Juppé : privatisation de Renault, Pechiney
 - Jospin : AirFrance, CCL, France télécom. Impuissance de l'Etat face aux politiques des entreprises : « l'Etat ne peut pas tout » (affaire Lu, RisPOrangis) → le poids des entreprises pub dans l'emploi passe à 5%

B. Mais un effort social plus important

- **Politique de traitement social du chômage** : continuité dans l'empilement des mesures
 - **Sous la gauche** : création de 350 000 emplois jeunes (Jospin).
 - **Opposition gauche/droite sur la question de la réduction du temps de travail** → 1998 : passage aux 35h hebdomadaires (loi Aubry).
 - 90s : droite et gauche planchent sur question retraite mais pas de résultats
- Mais **coût de plus en plus lourd** : État obligé d'appliquer politiques de rigueur pour satisfaire critère de Maastricht et entrer dans euro. Mais toujours la même solution, l'impôt : par ex, en 1995, création de la CRDS (contribution pour le remboursement de la dette sociale) → de nouveaux impôts.

C. Le bilan contrasté des années Chirac (1995-2007)

- **Deuxième mandat** : immobilisme.
- **Difficultés sociales de plus en plus marquées. Montée des inégalités.**
 - Taux de chômage : 1995 = 11,3%, 1997 = 12,2%, 2007 = 8,4% mais toujours haut par rapport aux autres pays OCDE → émeutes de la jeunesse en 2005
 - Fracture Paris/provinces accentuée
- Après entrée dans euro, Chirac laisse filer déficit. Augmentation de la dette publique : gagne 10 points de pourcentage PIB entre 1995 et 2007.

La France

Les politiques économiques et sociales de la France depuis 1973

III. Depuis 2007 et l'entrée dans la crise : quel nouveau cap pour les politiques économiques et sociales ?

A. Le « modèle français » à l'épreuve de la crise

- **Lendemain de la crise** (2008-2010) : le modèle social protège la France de la crise grâce à redistribution et protection sociale (contient le chômage à 10%, récession à 2,3% contre 4,2 pour UE) → amortisseur en cas de crise.
- **Mais la récession s'est enracinée**, la reprise traîne ce modèle comme un boulet. L'État doit rééquilibrer le budget en faisant des coupes qui ralentissent la conso. L'épargne monte en flèche avec la peur d'une fin du modèle : cercle vicieux. → Ce qu'on disait en 2009 n'est plus vrai 4 ans plus tard.

B. Sarkozy ou le libéralisme « décomplexé »

- **Première fois qu'un gouv prône la rupture**. → une « relance Rolex » ?
- **Politique de l'offre** : abaissement du bouclier fiscal, grand-emprunt pour la compétitivité, exonération d'impôts et statut d'autoentrepreneur.
- **Politique de la demande en parallèle** : loi TEPA (heures sup), droit de succession diminués, RSA, Pôle emploi, « flexi-sécurité ».

C. Hollande sur la voie d'une social-démo à la française

- **Campagne sur une thématique de rupture avec le libéralisme de NS** : finance, taxes à 75%, ø bouclier fiscal et loi TEPA, campagnes de recrutement fonction publique. Rate le virage social-dem pris par Blair (New Labor) et Schroeder.
- **Mais un virage libéral une fois au pouvoir du fait de la situation éco** : accord sur l'emploi entre MEDEF et les syndicats → syst de flexi-sécurité plus poussé, contrats de génération, rapport Gallois → pol de « choc de compétitivité » avec crédit d'impôt.
- **Cependant quelques mesures symboliques** : nouvelles tranches, tranche supérieur relevée, augmentation ISF, TVA de 19,6 à 20%, projets remis en cause (autoroute A355, « grand Paris »). De nouvelles dépenses : hausse du SMIG, hausse RSA, allocation de rentrée scolaire, reprise des créations de postes dans la fonction publique.

Conclusion : Du mal à s'adapter à la nouvel donne (mondialisation, construction euro). Priorité à la déflation, une préférence pour le chômage. Crise identitaire : la France ne sait que choisir entre le libéralisme global et son modèle.

La France

La France face à l'extérieur : de l'internationalisation à la mondialisation

I. De 1880 à 1958 : hésitation de la France face à l'internationalisation

- Internationalisation ancienne mais qui recèle faiblesses et ambiguïtés dès le début du 20e
- Dans l'EDG, la France fait le choix d'un long repli protectionniste qui confirme son déclin international
- **Pourtant, après 1945** : la France se prépare à l'ouverture (imposée par USA, souhaitée et préparée par France)

II. Dans les 1970s et 1980s, la France s'ouvre et adapte son économie à la concurrence internationale mais cette adaptation ne lui permet pas d'échapper à une forte contrainte ext

- **À partir de 1958** : l'internationalisation s'appuie largement sur l'État. L'ouverture devient la priorité de l'action gouvernementale car permet la pol de grandeur. L'État mène également une pol de réformes structurelles pour permettre à l'éco française de relever défi de l'ouverture → pol agri, pol indus, pol d'équipement et d'aménagement du territoire.
- De plus, croissance éco stimulée par internationalisation :
 - **Jusqu'au début des 70s** : le commerce extérieur est dynamique et accompagné d'une réorientation des échanges. Des performances à l'exportation des nouveaux secteurs forts de l'éco (agri + indus)
 - **Ouverture** = facteur de modernisation pour l'économie française.
- Dans les **1970s et les 1980s** : l'internationalisation soumet l'éco française à forte contrainte extérieur multiforme (CP, concurrence). Une adaptation douloureuse (au niveau énergétique, au niveau agri, au niveau indus) et peu pertinente (pol de relance + dévaluations) d'où la persistance des difficultés (persistance déficits ext, spécialisation insuffisante, retard dans l'internationalisation financière).

XIX. Depuis fin des 80s : Fr participe activement à M° ms au prix de mutatio° profondes de structures éco

A. Adaptation de l'éco française au défi de la Mondialisation

- La France doit faire face au défi de l'accélération des processus d'intégration :
 - De **l'Europe** → élargissement, marché unique, dépossession de certaines prérogatives

La France

La France face à l'extérieur : de l'internationalisation à la mondialisation

- **De la M°** → nécessité pour les entreprises de mener des stratégies internationales, recherche de compétitivité
- D'où :
 - **Une France amenée à modifier en profondeur ses pol éco pour s'adapter à la M°**. L'État devient un État régulateur libéral qui mène des pol de rigueur monétaire et multiplie mesures pour attractivité territoriale.
 - **Transformation des grandes entreprises** qui se restructurent en empruntant largement au modèle anglo-sax

B. Résultats encourageants : Fr est devenue acteur de 1er plan de la M°

- **1992-2004 : retour des excédents commerciaux qui témoignent de la vitalité des ≠ secteurs de l'éco française** → agro-alim, aéronautique, auto, composants électro, télécommunication, tourisme.
- **La France a surtout réalisé rattrapage fulgurant** en matière de flux d'investissement internationaux grâce à des entreprises aux stratégies de plus en plus globales et qui se sont imposées comme leaders mondiaux → Airbus, Lafarge, Vinci, L'Oréal, Total, GDFPSuez
- **La France est devenu un espace ouvert aux investissement étrangers**, mettant en évidence attractivité du territoire français (faible coût de l'énergie, réseau routier, capital humain, position de carrefour en Europe malgré poids de la fiscalité) → en 2008 : 110 milliards de d'IDE reçus.

C. Adaptation à la M° à nuancer : lacunes et faiblesses persistantes

- **Mais éco française insuffisamment insérée dans l'éco mondiale** (depuis 2004 : retour déficits commerciaux) car :
 - Abandon de la production de biens indus → recours massif aux importations
 - Spécialisation peu orientée vers secteurs de la 3e RI
 - Réseau insuffisant de moyennes entreprises performantes à l'extérieur
 - Exportations trop focalisées sur marché européen, aujourd'hui en récession
- **Internationalisation recèle dangers pour l'éco française** (dépendance, fragilités et échecs indus, concurrence) → internationalisation suscite des peurs (désindustrialisation, perte de certains avantages acquis, remise en cause de l'identité française).

La France

L'aménagement du territoire français

Définition : « Meilleure répartit° des hommes en fonct° des ressources naturelles et des activités éco » (Petit)

1 Une politique active au temps de la croissance

- **IVème République** = initiatrice de la pol d'aménagement du territoire :
 - **1947** : Jean-François Gravier publie Paris et le désert frçs
 - **1950** : plan national pour l'aménagement du territoire → soc d'éco mixte gérant aménagement, installation des entreprises en région parisienne nécessitant accord de l'État, prime pour les entreprises délocalisant vers la province
- **1960s** : pol se précise :
 - **Acteurs** = DATAR (1963) qui gère notamment le FIAT, CODER, conseils régionaux (1972)
 - **Aménagements effectués pour** :
 - Freiner croissance de la région parisienne → pol d'agrément préalable, schéma directeur de l'aménagement urbain, création de villes nouvelles, création de métropoles d'équilibre
 - Équilibrer sur le territoire équipement indus et centres de services → pol de déconcentration indus, transferts tertiaires, création de pôles d'excellence, réaménagements des réseaux de transport
 - Aider villes moyennes et région peu dynamiques (rurales et littorales)

2 Effacement progressif des politiques aux temps des difficultés

- **Contexte éco** ≠ (crise de 73)
- **Contexte pol défavorable** → décentralisation (82), rôle " des instances européenne, influence des mouvements écolo

3 De nouvelles perspectives pour l'aménagement du territoire

- **Dans les années 1990s, les pouvoirs publics se remobilisent ; mais un bilan contrasté** :
 - 1993 : création d'un comité interministériel de l'aménagement du territoire
 - 1995 : loi d'orientation pour l'aménagement et l'organisation du territoire
 - 1999 : loi pour renforcer l'intercommunalité
 - Politiques pour l'environnement
- **Impact de la pol régionale communautaire sur l'aménagement du territoire**
 - Pol régionale mise en œuvre par 3 fonds → FEOGA, FSE, FEDER (1985)
 - **Impacts sur la France** :
 - o Dynamisme des régions transfrontalières (eurorégions) → Régio Basilensis, SaarLorLux
 - o Redécoupage possible des région françaises

La France

La France de 1900 à nos jours : une puissance en déclin ?

1) La France connaît au cours du XXe siècle des difficultés qui affaiblissent sa puissance

- **Le rayonnement culturel et diplomatique est atténué.** Perte de l'empire colonial, déclin relatif de la langue.
- **Coups d'arrêts violents dans l'économie Française** qui affectent sa puissance. Inflation post WWI, crise de 1929, défaite de 1940 et coût de l'occupation, crise de 1973 et inflation qui en découle, chômage record aujourd'hui.
- **Désindustrialisation persistante qui laisse penser à un déclin français.**

2) La puissance est la capacité à imposer ses intérêts sans subir ceux des autres. Le déclin français est donc à nuancer : le déclin absolu ne se traduit pas par un déclin de la puissance.

- **Difficultés économiques**, mais dans un contexte mondial où les économies dominantes sont reliées entre elles sur la période les difficultés françaises touchent aussi ses concurrents. Notamment européens.
- **La France reste une puissance qui compte au point de vue géostratégique.** Non intervention en Irak, intervention en Lybie, au Mali et en Centrafrique, lutte contre la piraterie. Nucléaire et hydroélectricité pour indépendance énergétique. Acteur majeur de la construction euro. Plus grand réseau d'ambassades au monde après les USA.
- **Réussite de l'agriculture, urbanisation, réseau de transport** : des aménagements du territoire qui permettent d'attirer les champions de l'économie mondiale (Amazon, Google).

3) Nouveaux défis de la puissance, changement de paradigme

- **La vision du déclin Français est basée sur la comparaison avec sa situation au début du XXe siècle. On retient plus facilement le classement de la puissance** : 4ème que les chiffres absolus : en valeur absolue il n'y a pas eu de déclin : le fossé entre la France et le trio de tête a été meublé par des champions émergents. De plus on a changé les règles du jeu : pas de manières déloyales de préserver sa puissance dont la France bénéficie (Chine et Inde à genoux alors que grandes puissances anciennes).
- **Modèle français en renouvellement permanent** : la puissance n'est pas en déclin puisqu'elle innove. Le déclin serait le laisser aller, la France change son modèle pour s'adapter à la conjoncture internationale. État décideur : veto du rachat de Dailymotion.
 - **Les grandes entreprises françaises sont des ambassadeurs privilégiés** de la puissance grâce à leur implantation dans des domaines stratégiques. Bouygues, Vinci, Eiffage : construction de bâtiment, implantation dans les pays émergents. Areva pour le nucléaire : Niger Mali. Total pour le pétrole. Veolia : eau/énergie/propreté. Dassault, Airbus : technologies de pointe/armement : la France préserve les moyens de ses ambitions dans les secteurs clés.

La France

La France et les Français face aux défis de la modernisation depuis 1945

1) Depuis 1945, l'État a été capable de mettre les Français au service de la modernisation dans la cadre du rattrapage économique du pays

2) Mais depuis la fin de la WW2, les français ont également influé sur la France, lui faisant part d'exigences nouvelles

3) Finalement, la France et les Français ne semblent former qu'un seul bloc face aux contraintes extérieures imposées par les défis de la modernisation.

Quelques exemples

Renault dans les Trente Glorieuses → symbole de son époque

→ **Après WW2** : statut particulier → 1945 ? Nationalisée pr punir Louis Renault, naissance de la Régie (privatisée en 1995)

→ **Entreprise pilote** : dans le domaine de la production (priorité aux moyens de fabrication, puis au produit et à la conquête des marchés) ; dans le domaine social (forteresse ouvrière et labo soc avec participation ouvrière à la gestion et volonté de dialogue) ; agent de l'aménagement du territoire → construction d'usines le long de la Seine, puis dans l'Ouest, puis dans les pays noirs.

• **Plan Calcul** → Tout part du rapport **Ortoli** remis au gouvernement Pompidou qui demande à ce que soit relevé le défi informatique afin que la France assure son indépendance militaire (les américains ont refusé de fournir à l'armée française un supercalculateur « Control Data » en 1963).

→ **L'État oblige avec des subventions énormes la compagnie générale d'électricité et Thomson à fusionner pour créer un champion de l'informatique privé** : la CII. CII doit rentrer avec Siemens et Phillips dans un conglomérat européen = Unidata. C'est un échec complet car Unidata n'a pas de stratégie industrielle claire et repose trop sur des subsides du gouvernement.

→ De plus, **le projet est sorti au moment où les entreprises japonaises du secteur était en train d'exploser** : le projet informatique était dans la mire du MITI depuis 1959. Le colbertisme high-tech a connu ses réussites, avec le Plan Calcul, il a connu un échec.

• **Airbus (EADS)** : → premier groupe européen du secteur aéronautique.

→ **Airbus est né de la fusion de différents constructeurs européens du même secteur**. Cette fusion comprenait à sa création le 18 décembre 1970, sous forme d'un Groupement d'Intérêt Économique, l'Aérospatiale (France) et la Deutsche Airbus (Allemagne). Puis CASA (Espagne) a rejoint le G.I.E en 1971 pour développer le premier avion d'Airbus, l'A300, qui vole pour la première fois le 28 octobre 1972. Enfin, British Aerospace adhère au consortium en 1979, à l'époque où Airbus avait une flotte de 81 avions en service, seulement. La participation des États membres du consortium était alors la suivante : 38 % pour les Allemands et les Français, 20 % pour les Britanniques et 4 % pour les Espagnols. Belairbus (Belgique) et Fokker (Pays-Bas) participent à certains programmes Airbus.

La France

Quelques exemples

→ Le siège social de Airbus est situé à coté de l'aéroport de Toulouse Blagnac. L'entreprise emploie 52000 personnes en 2009 sur tout le territoire européen suite aux licenciements effectués par Airbus en 2006

→ Par la suite, les choses s'accélèrent :

1988 : A320 → premier avion civil à commandes de vol électriques numériques

2005 : premier décollage de l'A380

2007 : plan de restructuration car difficultés financières par Louis Gallois « power 8 » (suppression d'emplois...)

→ Quelques chiffres : CA de 30 milliards de \$/an, 14 modèles d'avions, 55000 employés sur 160 sites.

• La **Françafrique** : → (Félix Houphouët-Boigny et Jean-François Verschave dans La Françafrique, le plus grand scandale de la république) → désigne les réseaux officieux qui touchent la politique française (" affaire des diamants de Bokassa " sous Valéry Giscard d'Estaing à l' " affaire Elf " sous François Mitterrand). Elle évoque une relation très singulière des anciennes colonies françaises d'Afrique à leur ancienne métropole, reposant sur des intérêts économiques et politiques partagés.

→ Les graves incidents entre le contingent Licorne et l'armée ivoirienne en novembre 2004 et les émeutes anti-françaises amènent de nouveau à se demander si la " Françafrique " a encore une réalité, autrement dit si la France demeure une puissance en Afrique, si elle y a un avenir ?

I. D'où vient la " Françafrique " ?

→ Un " **besoin d'Afrique pour la France** " et un " **désir de France pour l'Afrique** ", selon la formule de J. P. Dozon sont des héritages de la période coloniale.

→ **Besoin d'exploiter les matières premières**. Besoin de l'Afrique pour compter comme grande puissance.

→ Mais aussi besoin de France en Afrique (Bob Denard et ses coups d'États).

II. Comment la " Françafrique " s'exprime-t-elle ?

→ **Des liens diplo officiels** : la France est une « puissance africaine » → Le discours de François Mitterrand à La Baule (1990) sur le " devoir d'ingérence ". Mais les relations passent également par l'Union européenne : accords de Lomé puis de Cotonou.

→ **Des réseaux d'influences discrets mais puissants** : avec Foccart mise en place d'un réseau puissant de clientélisme politique. Ex : Affaire Elf et condamnation de Le Floch-Prigent, PDG de Elf, mis en examen pour abus de biens sociaux, corruption, et détournement → scandale pol qui impliquait la République car le pétrole était considéré comme stratégique.

→ **La présence économique et financière** : APD (France premier donateur → clauses d'exclusivités) ; entreprises (cf Bolloré)

La France

Quelques exemples

III. Vers une redéfinition de la politique africaine de la France ?

→ Depuis une dizaine d'année la politique Française a évolué : soutient les transitions démo, les régimes en place. Pourtant présence.

Volonté de médiation. Exemple : Après la rébellion du Nord de la Côte d'Ivoire, la France réunit, en 2003, les différents partis pour trouver un accord de paix dit les accords de Marcoussis, qui prévoyait la mise en place d'un gouvernement de réconciliation nationale, le maintien au pouvoir de Laurent Gbagbo

→ Une politique de non-intervention qui se heurte toutefois à d'importantes à la nostalgie d'un passé africain.

Conclusion. La **Françafrique** perdure-t-elle aujourd'hui ? Il y a une grande continuité depuis dix ans autour de l'approche " ni ingérence, ni indifférence ". Yambo Ouologuem, écrivain Malien dans *Le devoir de Violence*, peut ainsi écrire : « sous le porche de la coopération, la France reste africaine et l'Afrique française ». Mais les intérêts économiques et politiques français en Afrique sont battus en brèche par les Etats-Unis et la Chine : un nouveau « symptôme de Fachoda » ?

• Le Rafale, article :

- Abou Dhabi a reporté le projet d'achat de 60 avions français en 2012 : « les conditions commerciales de Dassault ne sont pas compétitives et irréalisables » selon le prince hériter d'Abou Dhabi. L'avionneur se repose sur les commandes françaises (€40 milliards) mais sous-estime les clients à l'export. Voilà onze ans que Dassault n'a pas vendu d'avions à l'exportation. Les Américains excellent sur le lobbying, sont présents sur le terrain. M. Dassault : « Tout le monde sait qu'on a le meilleur avion du monde. Le problème c'est qu'on vend en euros, et si on vend en euros on vend plus cher qu'en dollars ». Le Rafale est cher car il est entièrement produit en France.

- En 2014, c'est l'Inde qui est l'objectif de Dassault. Le colossal contrat Rafale reste cependant suspendu aux élections.